

Accord départemental

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ DES SALARIÉS  
NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS,  
DE VITICULTURE, DES CUMA ET DES ETARF  
(Charente-Maritime)  
(7 septembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,  
*Journal officiel* du 23 janvier 2010)

AVENANT N° 3 DU 4 JUIN 2014

NOR : AGRS1497293M

Entre :

La FNSEA de Charente-Maritime ;

Le syndicat professionnel des ETARF de Charente-Maritime ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

La FGTA FO ;

Le SGA CFDT ;

La section interdépartementale du SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant a pour objet :

- d'instaurer le nouveau dispositif de portabilité tel qu'issu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, obligatoire pour les employeurs à compter du 1er juin 2014 ;
- de mettre en cohérence ce nouveau dispositif de portabilité avec le droit au maintien de garanties de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (loi Evin) ;
- de mettre en conformité les dispenses d'affiliation suite au décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire.

**Article 2**

Il est créé un article 11 *bis* ainsi rédigé.

## « Article 11 bis

### *Dispositions particulières relatives au maintien de garanties au titre de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale*

Le dispositif de portabilité des garanties décrit ci-dessous est susceptible de s'appliquer aux salariés dont la cessation du contrat de travail est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> juin 2014.

#### Conditions et bénéficiaires

Les anciens salariés bénéficient du maintien de garanties en cas de cessation de leur contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage.

Le bénéfice du maintien de la garantie est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts avant la date de cessation du contrat de travail.

Il est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit de l'ancien salarié qui bénéficient effectivement de la garantie à la date de la cessation du contrat de travail.

Les anciens salariés éligibles au dispositif de portabilité et, le cas échéant, leurs ayants droit bénéficient des garanties du présent contrat dans les mêmes conditions que les salariés actifs. En cas de modification ou de révision des garanties des salariés en activité, les garanties des anciens salariés et, le cas échéant, de leurs ayants droit bénéficiant du dispositif de portabilité seront modifiées ou révisées dans les mêmes conditions.

#### Prise d'effet et durée

Le maintien de la garantie est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois.

#### Cessation

Le maintien de la garantie cesse :

- à l'issue de la durée mentionnée au paragraphe "Prise d'effet et durée" ci-dessus ;
- en cas de résiliation pour quelque motif que ce soit du présent accord collectif ;
- lorsque l'ancien salarié ne remplit plus les conditions fixées à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale.

#### Financement

Les anciens salariés bénéficient à titre gratuit du dispositif de portabilité.

#### Obligation d'information de l'entreprise

A l'égard de l'ancien salarié :

L'entreprise signale le maintien des garanties dans le certificat de travail des anciens salariés.

Au plus tard 5 jours après la rupture du contrat de travail, l'entreprise s'engage, après avoir rempli la partie la concernant, à remettre à l'ancien salarié l'exemplaire du bulletin "Maintien de garanties" fourni par le gestionnaire du régime.

En cas de modifications de leurs droits et obligations intervenues postérieurement à la cessation de leur contrat de travail, l'entreprise s'engage à remettre aux anciens salariés la notice d'information fournie par le gestionnaire du régime relative à ces modifications. La preuve de la remise de cette notice incombe à l'entreprise.

L'entreprise informe également les anciens salariés de la résiliation du présent contrat, en indiquant les conséquences que cela peut avoir sur leur maintien de garanties.

A l'égard du gestionnaire du régime :

En application de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, l'entreprise informe le gestionnaire du régime dans un délai de 5 jours de la cessation du contrat de travail des anciens salariés bénéficiaires de ce dispositif de portabilité.

#### Obligation d'information de l'ancien salarié à l'égard du gestionnaire du régime

En application de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, l'ancien salarié justifie auprès du gestionnaire du régime, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, qu'il remplit les conditions pour bénéficier du dispositif de portabilité.

Ainsi, l'ancien salarié envoie au gestionnaire du régime le bulletin "Maintien de garanties" que l'entreprise lui a remis, dûment rempli et accompagné de l'ensemble des pièces demandées.

Par la suite, l'ancien salarié devra produire au gestionnaire du régime avant le 22 de chaque mois un justificatif de sa prise en charge par le régime de l'assurance chômage. Ce justificatif peut également être demandé à tout moment par le gestionnaire du régime.

A défaut de production de ce justificatif, l'ancien salarié ne pourra pas bénéficier du règlement des prestations.

En outre, l'ancien salarié informe le gestionnaire du régime de toute modification concernant :

- la fin de sa prise en charge par l'assurance chômage ;
- sa reprise d'activité professionnelle ;
- ses coordonnées ;
- sa situation familiale ou celle de ses ayants droit. »

### Article 3

L'article 11 est modifié comme suit :

« Article 11

*Maintien de garanties au titre de l'article 4 de la loi n° 89-1009  
du 31 décembre 1989, dite loi Evin*

Peuvent, dans les cas visés ci-après, demander un maintien de garanties auprès du gestionnaire du régime sans condition de période probatoire, ni d'examen ou de questionnaire médicaux :

- les anciens salariés, bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois suivant l'expiration de la période durant laquelle ils bénéficient à titre temporaire du maintien de ces garanties dans les conditions de l'article 11 *bis* du présent accord.

Le gestionnaire du régime adresse la proposition de maintien de la couverture à ces anciens salariés au plus tard dans le délai de 2 mois à compter de la date de la cessation du contrat de travail ou de la fin de la période de maintien de garanties à titre temporaire.

A cette fin, l'entreprise informe le gestionnaire du régime dans un délai de 5 jours de la cessation du contrat de travail des anciens salariés bénéficiaires de ce dispositif de maintien de garanties. Dans ce même délai, l'entreprise remet également à l'ancien salarié l'exemplaire du bulletin « Maintien de garanties » que le gestionnaire du régime lui a fourni, après avoir rempli la partie la concernant.

L'ancien salarié envoie ainsi au gestionnaire du régime le bulletin "Maintien de garanties" que l'entreprise lui a remis, dûment rempli et accompagné de l'ensemble des pièces demandées dans ce cas ;

- les ayants droit garantis du chef de l'assuré décédé, pendant une durée minimale de 12 mois à compter du décès, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès.

L'entreprise en informe le gestionnaire du régime dans un délai de 5 jours, qui adresse la proposition de maintien de couverture à ces personnes dans le délai de 2 mois à compter du décès.

La nouvelle couverture prend effet, au plus tard, au lendemain de la demande.

Mutualia Santé Atlantique procédera à la collecte de la cotisation avec une majoration maximum de 50 % par rapport à la cotisation globale des actifs (part employeur et part salarié). »

#### **Article 4**

Le 4 de l'article 5 « Dispenses d'affiliation » est modifié comme suit :

« 4. Les salariés à temps très partiel n'ayant qu'un seul employeur et dont la cotisation est égale ou supérieure à 10 % de leur salaire brut. »

#### **Article 5**

Les deux premiers alinéas de l'article 4 « Salariés bénéficiaires » sont modifiés comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus, au titre du contrat de travail en cours, dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent contrat.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié atteint 6 mois d'ancienneté. »

#### **Article 6**

Aux deuxième et quatrième alinéas de l'article 7 « Gestion du régime », la dénomination « Mutuelle Santé Atlantique » est remplacée par « Mutualia Santé Atlantique ».

#### **Article 7**

Aux premier et deuxième alinéas du 2 « Collecte » et au dernier alinéa du 3 « Suspension du contrat de travail » de l'article 9 « Cotisations », la dénomination « Mutuelle Santé Atlantique » est remplacée par « Mutualia Santé Atlantique ».

#### **Article 8**

Les deux premiers alinéas du 1 « Taux de cotisation et répartition » du même article 9 sont modifiés comme suit à compter du 1er juillet 2014 :

« Le taux de la cotisation mensuelle TTC obligatoire destinée au financement des prestations définies à l'annexe I A est de 1,161 % du PMSS, soit en valeur 35,83 €, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 (base PMSS 2013 : 3 086 €).

La participation de l'employeur est fixée à un montant de 7,15 € par mois et pourra être renégociée chaque année. »

#### **Article 9**

Au dernier alinéa de l'article 10 « Couvertures facultatives au choix du salarié », la dénomination « Mutuelle Santé Atlantique » est remplacée par « Mutualia Santé Atlantique ».

### **Article 10**

Les parties demandent l'extension du présent avenant dans les mêmes conditions que celles de l'accord et il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2014.

Fait à Saintes, le 4 juin 2014.

(Suivent les signatures.)